



EDMOND DE ROTHSCHILD REIM (FRANCE)
CHARTRE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE
PERSONNEL





1. Introduction

La présente Charte s'applique à toutes les données à caractère personnel (les « **données** ») traitées par Edmond de Rothschild REIM (France) (« **nous** »), agissant en qualité de responsable du traitement¹ vis-à-vis des **personnes physiques** dont les données sont traitées dans le cadre de ses activités. Ces données peuvent concerner des catégories de personnes physiques, telles que (le cas échéant et sans que ce ne soit limitatif), les représentants, les membres du conseil d'administration ou de gérance, les signataires, les employés, les dirigeants, les mandataires, les personnes de contact, les promoteurs, les initiateurs, les personnes exerçant un contrôle, les investisseurs et bénéficiaires économiques (potentiels) et les proches de ces investisseurs et bénéficiaires économiques (potentiels) (chacune de ces personnes étant définie comme une « **personne concernée** »).

L'objet de cette Charte est d'assurer la conformité d'Edmond de Rothschild REIM (France) au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « **RGPD** »).

2. Quelles données traitons-nous ?

Les données que nous traitons peuvent provenir de différentes sources. Certaines données peuvent être collectées directement auprès de la personne concernée. Certaines données peuvent également être collectées, dans le respect des lois et règlements applicables, auprès d'autres sources telles que l'employeur de la personne concernée ou l'entité au nom ou pour le compte de laquelle la personne concernée agit, les clients, les prospects, les contreparties, les partenaires, les personnes de contact, les investisseurs (potentiels), les bénéficiaires économiques (potentiels), les mandataires, les prestataires de services, les promoteurs, les initiateurs ou les autres entités du groupe Edmond de Rothschild (le « **Groupe EdR** »). Nous pouvons également collecter des données dans le cadre de réunions ou de communications (par exemple, tout au long de la correspondance papier ou électronique, lors de conversations téléphoniques ou de rencontres) ou lorsque la personne concernée visite notre site Web ou utilise nos services ou applications en ligne. La personne concernée doit s'assurer que ses données, telles que nous les avons collectées, sont exactes, pertinentes et à jour. Elle est tenue de nous informer de tout changement concernant ses données.

Certaines données peuvent également provenir de sources accessibles au public (par exemple les registres des sanctions ou condamnations, les registres publics, la presse, les sites Web, les réseaux sociaux, les fournisseurs mondiaux d'informations financières, commerciales et économiques tels que les bases de données Bloomberg, FACTIVE et World-Check) ou de sociétés ou entités externes (par exemple, des sociétés d'enquête).

Nous pouvons traiter certaines catégories de données, telles que :

- **informations de contact** : telles que le nom et les coordonnées (personnelles et professionnelles), dont le numéro de téléphone, numéro de fax, adresse e-mail, adresse postale et/ou autres informations de contact ; et/ou
- **informations dans le cadre d'exigences légales et/ou réglementaires ou dans le cadre de la relation nouée avec nous** : telles que les coordonnées, les données d'identification (y compris les documents d'identité, le sexe, l'état civil, la date de naissance et le pays de résidence), le numéro d'identification fiscale et/ou le statut fiscal, les coordonnées bancaires (y compris le

¹ Nous attirons l'attention de la personne concernée sur le fait qu'Edmond de Rothschild REIM (France) peut également, selon le cas, agir en qualité de sous-traitant (ou de sous-traitant de second rang) lorsqu'elle traite les données directement (ou indirectement) pour le compte de responsables de traitement distincts.



numéro de compte et le solde du compte), le type de relation, le titre ou la fonction, la profession, le curriculum vitae, les connaissances, l'expérience, les compétences, le patrimoine, la notation du risque, le montant investi et l'origine des fonds, l'historique des transactions (y compris le comportement transactionnel), les condamnations ou sanctions éventuelles, les réclamations, les copies de factures et/ou toute autre donnée traitée conformément aux exigences légales et/ou réglementaires applicables ou dans le cadre de la relation nouée avec nous ; et/ou

- **informations dans le cadre de communications et/ou de réunions :** telles que des données fournies dans la correspondance papier ou électronique, des enregistrements téléphoniques et vidéo, des images et/ou toute autre donnée pertinente dans le cadre de communications et/ou de réunions ; et/ou
- **informations dans le cadre de la visite de notre site Web et/ou de l'utilisation de nos applications/services en ligne :** telles que les données fournies sous forme écrite ou électronique (par exemple les coordonnées, la fonction ou le titre, le nom de l'entité au nom ou pour le compte de laquelle la personne concernée agit), l'identifiant en ligne (l'adresse IP), l'enregistrement des données de trafic, les données de connexion et/ou toute donnée fournie en communiquant avec nous via notre site Web ou via les réseaux sociaux.

3. Pourquoi traitons-nous les données ?

Nous traitons les données pour les finalités suivantes :

- **aux fins de nos intérêts légitimes**

Cela peut inclure le traitement de données pour :

- la gestion des risques (en particulier les risques réglementaires, juridiques, financiers et de réputation) ; et/ou
- la prévention de la fraude ; et/ou
- l'intégration de nouveaux clients ; et/ou
- la fourniture de produits et services ; et/ou
- bénéficier de certains services ; et/ou
- l'entrée en relation et/ou la gestion des relations avec des prospects, clients, contreparties, prestataires de services, entités du Groupe EdR et/ou d'autres tiers ; et/ou
- l'amélioration de nos produits et services ; et/ou
- la prévention des réclamations, des litiges ou des contentieux ou la facilitation de leur règlement ; et/ou
- l'exercice ou la défense de nos droits ou des droits d'autres personnes physiques ou morales.

Cela peut également inclure la communication des données à nos sous-traitants afin qu'ils les traitent pour notre compte.

La fourniture de données à ces fins peut être une condition nécessaire à l'établissement ou au maintien de notre relation avec le client ou prospect, le prestataire de services, la contrepartie, l'entité du Groupe EdR ou tout autre tiers concerné. Dans ce cas, la personne concernée est tenue de fournir les données pertinentes ;

et/ou



- **l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci**

Cela peut inclure le formulaire ou le contrat signé ou à signer par la personne concernée à des fins spécifiques, y compris sans toutefois s'y limiter, être autorisée à utiliser nos services ou applications en ligne. La fourniture de données à cette fin a un caractère (pré)contractuel. Dans ce cas, la personne concernée est tenue de fournir les données pertinentes ;

et/ou

- **la conformité aux obligations légales et/ou réglementaires auxquelles nous sommes soumis**

Cela inclut la conformité aux obligations légales et/ou réglementaires, notamment en matière :

- de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; et/ou
- de lutte contre la corruption ; et/ou
- comptable et de déclaration ; et/ou
- de prévention des conflits d'intérêts ; et/ou
- de conformité aux demandes et exigences des autorités locales ou étrangères.

La fourniture de données à cette fin a un caractère légal/réglementaire. Dans ce cas, la personne concernée est tenue de fournir les données pertinentes ;

et/ou

- **à toute autre fin spécifique à laquelle la personne concernée a consenti.**

La non-fourniture des données aux fins susmentionnées peut entraîner (selon le cas) l'impossibilité pour nous (i) d'établir une relation avec le client ou prospect, le prestataire de services, la contrepartie, l'entité du Groupe EdR ou tout autre tiers concerné, et/ou (ii) d'accepter ou d'exécuter la souscription ou le rachat de la personne concernée, et/ou (iii) de fournir nos produits ou services, et/ou (iv) d'autoriser l'utilisation de nos services ou applications en ligne, et/ou (v) de poursuivre notre relation avec le client ou prospect, le prestataire de services, la contrepartie, l'entité du Groupe EdR ou tout autre tiers concerné.

4. Décisions individuelles automatisées

Nous ne prenons pas de décisions individuelles automatisées, ce qui signifie que la personne concernée ne fait pas l'objet de décisions fondées exclusivement sur un traitement automatisé, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire.

5. Avec qui sommes-nous susceptibles de partager les données ?

Conformément aux lois et règlements applicables, nous sommes susceptibles de transférer et de communiquer les données à des destinataires, tels que (selon le cas) :

- les autres entités du Groupe EdR (y compris les succursales et filiales du Groupe EdR); et/ou
- nos contreparties, commissionnaires, fournisseurs, délégataires, mandataires ou prestataires de services et/ou ceux de nos clients, tels que (selon le cas) la société de gestion et/ou les



gestionnaires, les sous-gestionnaires, les conseillers en investissement, les courtiers, les courtiers principaux, les distributeurs, etc... ; et/ou

- les correspondants d'Edmond de Rothschild REIM (France), les tiers dépositaires ou autres établissements financiers tiers, les Dépositaires Centraux de Titres², les Contreparties Centrales de Compensation³, les entités ou véhicules d'investissement dans lesquelles ou lesquels notre client investit et leurs propres prestataires de services ; et/ou
- les entités ou sociétés qui mènent des enquêtes pour notre compte ; et/ou
- nos auditeurs externes, avocats, notaires et/ou ceux de nos clients ; et/ou
- toute personne physique ou entité impliquée ou ayant un intérêt dans notre relation avec le client, le prospect, le prestataire de services, la contrepartie, l'entité du Groupe EdR ou tout autre tiers concerné ; et/ou
- toute autorité judiciaire, de marché, fiscale, policière, réglementaire ou toute autre autorité administrative et/ou tout organisme public.

Ces destinataires peuvent traiter les données en tant que sous-traitants (lorsqu'ils traitent les données pour notre compte) ou en tant que responsables de traitement distincts (lorsqu'ils traitent les données pour leur propre compte). Ces destinataires peuvent également transférer les données à leurs propres sous-traitants et/ou à des responsables de traitement distincts.

6. Combien de temps conservons-nous les données ?

Nous conserverons les données aussi longtemps que nécessaire aux fins susmentionnées pour lesquelles elles sont traitées.

De manière générale, nous conservons les données pour une durée de 5 ans après la fin de notre relation avec le client concerné (sauf en ce qui concerne les enregistrements de vidéosurveillance qui sont conservés généralement pour une durée de trente jours après leurs enregistrements).

Toutefois, les délais de conservation des données peuvent être plus courts ou plus longs, conformément aux lois et/ou règlements applicables, notamment afin de nous permettre de nous conformer à nos obligations légales et/ou réglementaires, de gérer les réclamations et/ou les contentieux, d'exercer ou de défendre nos droits ou ceux de toute autre personne et/ou de répondre aux demandes des autorités.

7. Transferts internationaux des données

En principe, les données sont susceptibles d'être transférées vers un État membre de l'Union européenne ou d'y être hébergées ou consultées.

Cependant, les données peuvent également être transférées vers un pays situé en dehors de l'Union européenne, en particulier vers la société mère du Groupe EdR localisée en Suisse dont les règles en la matière sont équivalentes, ou y être hébergées ou consultées, à condition que la Commission européenne ait reconnu que le pays en question assure un niveau de protection adéquat ou que l'une des conditions suivantes soit remplie, conformément aux lois et règlements applicables :

- le transfert est protégé par des garanties appropriées ;

² « Dépositaires Centraux de Titres » désigne tout dépositaire central de titres, tout système de règlement des opérations sur titres, toute chambre de compensation et tout système d'inscription de titres dématérialisés tels que visés par la Directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et tout système de règlement des opérations sur titres de tout pays tiers, notamment (sans s'y limiter) Clearstream, Euroclear, The Depository Trust Company et CrestCo.

³ « Contreparties Centrales de Compensation » désigne toute entité ou tout système de compensation de marché, de règlement, d'inscription en compte dématérialisé ou tout(e) entité, système ou dépositaire similaire.



- la personne concernée a donné son consentement concernant le transfert ;
- le transfert est nécessaire à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et nous ou à la mise en œuvre de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée ;
- le transfert est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat conclu, dans l'intérêt de la personne concernée, entre nous et une autre personne physique ou morale ;
- le transfert est nécessaire pour des motifs importants d'intérêt public ;
- le transfert est nécessaire aux fins de la constatation, de l'exercice ou de la défense de droits en justice ;
- le transfert est requis par une juridiction ou une autorité administrative du pays tiers, dont le jugement ou la décision est reconnu(e) ou rendu(e) exécutoire ; ou
- le transfert ne revêt pas de caractère répétitif, ne touche qu'un nombre limité de personnes concernées, est nécessaire aux fins de nos intérêts légitimes impérieux (tels que notifiés à la personne concernée) sur lesquels ne prévalent pas les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée et, dans ce cas, des garanties appropriées en ce qui concerne la protection des données ont été prises.

Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ces transferts internationaux, y compris la copie des garanties appropriées mentionnées ci-dessus, en nous contactant directement aux adresses indiquées à la fin de la présente Charte.

8. Les droits de la personne concernée

Sous certaines conditions énoncées dans les lois et/ou règlements applicables en matière de protection de données à caractère personnel, chaque personne concernée a le droit :

- d'accéder à ses données et de connaître, le cas échéant, la source d'où proviennent ses données et si elles sont issues de sources accessibles au public ; et
- de demander la rectification de ses données lorsqu'elles sont inexactes et/ou incomplètes ; et
- de demander la limitation du traitement de ses données ; et
- de s'opposer au traitement de ses données ; et
- de demander l'effacement de ses données ; et
- à la portabilité des données la concernant.

De plus amples détails sur les droits ci-dessus sont fournis au chapitre III du RGPD et en particulier aux articles 15 à 21 de ce dernier.

La personne concernée a également le droit de retirer à tout moment son consentement concernant tout traitement spécifique auquel elle a consenti, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci.

Outre les droits énumérés ci-dessus, si une personne concernée estime que nous ne respectons pas les lois et/ou règlements applicables en matière de protection des données, ou si elle s'inquiète de la protection de ses données, la personne concernée a le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle (au sens du RGPD).

En France, l'autorité de contrôle compétente est la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), laquelle est située au 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.



9. Pour nous contacter

Pour toute question concernant le traitement de données décrit dans la présente Charte ou pour exercer les droits susmentionnés, la personne concernée peut nous contacter à l'adresse suivante : 24-26 Rue de La Pépinière, 75008 PARIS, à l'attention de notre délégué à la protection des données (DPO).

Notre délégué à la protection des données peut également être contacté à l'adresse de courriel suivante :

DPO@reim-edr.fr

* *
*

La présente Charte est susceptible d'être modifiée et la dernière version applicable est consultable à l'adresse suivante :

www.reim-edr.com